

**RETURN BIDS TO:****RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet OMS Modernization Project	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-206246/C	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-20-3266246	Date 2022-02-15
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-165-40231	
File No. - N° de dossier 005im.21120-206246	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-03-15 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Conn-Harbinson, Margo	Buyer Id - Id de l'acheteur 005im
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8108 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 07	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

La présente modification no 007 vise à modifier la demande de soumissions et à fournir des réponses aux questions des soumissionnaires.

MODIFICATIONS :

La modification vise à:

- A) Pour résoudre un problème avec la modification de l'invitation n° 5 qui empêchait l'ajout des questions et des réponses, la modification de l'invitation n° 6 a été émise.
- B) Répondre aux questions concernant l'invitation à soumissionner.

B) QUESTIONS:

Les questions suivantes ont été posées par des soumissionnaires. Pour faire en sorte que les renseignements transmis aux soumissionnaires soient uniformes et exacts, les questions importantes reçues ainsi que les réponses seront transmises simultanément à tous ceux à qui la demande de soumissions a été envoyée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

- Q. 99 : Le SCC demande l'intégration avec un système de gestion des documents de tiers, mais en même temps diverses exigences requièrent l'activation de certaines fonctionnalités dans le SGD. Si le SGD dispose d'un système intégré de gestion des documents qui satisfait aux exigences, l'intégration avec le système de gestion des documents de tiers est-elle tout de même nécessaire?
- R. 99 : Si le SGD disposait d'un système intégré de gestion des documents qui satisfait toutes les exigences, l'intégration avec un système de gestion des documents de tiers ne serait pas requise par le soumissionnaire. Toutefois, le soumissionnaire serait tenu de fournir une capacité d'intégration permettant au SCC de charger des documents de manière automatisée à partir des répertoires de documents existants (p. ex., pour les documents reçus des tribunaux provinciaux ou territoriaux). La capacité d'intégration est également requise pour permettre au SCC d'extraire des documents de la solution de manière automatisée.
- Q. 100 : Les termes « DOIT / DEVRAIT / POURRAIT » sont employés dans les exigences fonctionnelles et techniques. Pouvez-vous expliquer la signification de ces termes en ce qui concerne la conformité et la cotation de la DP. Par exemple, qu'arrive-t-il si une exigence obligatoire (DOIT) n'est pas satisfaite?
- R. 100 : Les termes « doit / devrait / pourrait » sont utilisés dans les exigences pour catégoriser les éléments fonctionnels et techniques requis pour l'acceptabilité de la solution de production finale. Le SCC reconnaît que certains éléments classés obligatoires (« doit ») pourraient ne pas être disponibles dans la solution au moment de la soumission, mais ils devront y figurer avant la mise en œuvre. Les exigences individuelles seront évaluées dans le cadre des critères cotés au moyen de l'Échelle des exigences cotées pour la modernisation du SGD 2, qui prévoit ce type de situation.
- Q. 101 : **Section :** 01 Exigences habilitantes
- Identifiant de l'exigence :** GR-124
- Description de l'exigence :** La solution doit s'assurer que tout rapport/document officiel nécessaire pour appuyer les activités officielles du SCC, les réponses à l'AIPRP ou

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 07	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

les exigences juridiques est exporté dans un format de fichier ou sur un support conforme aux normes de gestion des formulaires du SCC.

Question :

Est-ce que le SCC peut fournir des précisions sur cette exigence? Est-il attendu que tout rapport opérationnel soit exporté dans un certain format?

R. 101 : Le SCC acceptera une variété de formats de fichier couramment utilisés pour les rapports opérationnels ou l'exportation de fichiers afin d'appuyer les réponses aux demandes d'AIPRP ou de respecter des obligations prévues par la loi. Les formats spécifiques pour chaque rapport et fichier exporté, ainsi que la police, le logo et les normes relatives aux couleurs seront finalisés au cours de l'étape 2 – Conception de la solution.

Q. 102 : Section :

Exigences cotées

Identifiant de l'exigence :

C8

Description de l'exigence :

Le soumissionnaire devrait fournir trois curriculum vitae pour chacun des rôles suivants, tel qu'il est décrit à la section 10 de l'annexe A – Énoncé des travaux :

- a) architecte de données
- b) architecte de la sécurité
- c) analyste des systèmes
- d) programmeur ou développeur de logiciels
- e) spécialiste en conversion ou migration des données

Question :

À la section 10 de l'annexe A – Énoncé des travaux, il y a des rôles et des descriptions supplémentaires (p. ex. architecte d'applications, analyste fonctionnel d'applications, administrateur de bases de données, testeur, spécialiste en formation, responsable de l'analyse des données, scientifique des données analytiques, modélisateur de données analytiques, analyste des données analytiques, ingénieur des données analytiques). Le SCC exige-t-il des curriculum vitae pour ces rôles également ou seulement pour ceux mentionnés au point C8.

R. 102 : Seuls les curriculum vitae pour les rôles énumérés dans R8 sont requis dans le cadre de la soumission.

Q. 103 : Les références de clients pour les ressources proposées : les points C5, C6 et C7 exigent tous de l'expérience détaillée de projets pour les ressources proposées. Pour chaque projet, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants : a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) pendant laquelle la ressource proposée a travaillé sur le projet; c) la description du rôle et des responsabilités de la ressource proposée; d) la valeur du projet (\$CAN); e) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. Pour obtenir tous les points lors de la notation, les ressources proposées doivent démontrer un minimum de 5 ans d'expérience. Nous avons eu des difficultés dans les réponses passées à fournir des références de clients pour des raisons comme un départ à la retraite ou un changement d'emploi ou de poste. La Couronne peut-elle modifier cette exigence pour permettre les deux (2) projets les plus récents par ressource?

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 07	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

R. 103 : L'étendue de l'expérience pour les trois principaux rôles du projet désignés aux points C5, C6 et C7 est un facteur déterminant dans la modernisation réussie des capacités de gestion des délinquants du SCC. Un minimum de 5 ans d'expérience est requis pour obtenir le maximum de points pour cette exigence. Dans le cas où les coordonnées du cadre supérieur du client ont changé en raison d'un changement de poste ou d'un départ à la retraite, cela doit être indiqué dans les renseignements sur la référence et une référence secondaire peut être fournie.

Q. 104 : Il a été porté à notre attention qu'un fournisseur a exprimé des préoccupations directement au SCC concernant un certain nombre de modalités visant la prestation de services d'hébergement infonuagique pour le projet du SGD. Étant donné l'importance capitale d'une approche axée sur l'infonuagique pour la modernisation du SGD et le fait qu'un fournisseur ne peut fournir de tarification aux fournisseurs du SGD jusqu'à la résolution de ces préoccupations, le SCC est-il en mesure d'accélérer la résolution de cette question?

R. 104 : Le SCC ne s'est pas directement entretenu avec aucun fournisseur sur toute question concernant le présent approvisionnement. Tel qu'indiqué dans la portée et les exigences prévues à l'annexe A – Énoncé des travaux, on envisage soit un modèle infrastructure-service (IaaS), soit un modèle de logiciel-service (SaaS) pour la solution. Pour le déploiement de la solution vers l'environnement infonuagique Protégé B du SCC dans le cadre d'un modèle IaaS ou plate-forme en tant que service (PaaS), les coûts d'hébergement infonuagique ne sont pas requis dans le cadre de l'établissement des prix de la soumission. Cependant, toute hypothèse concernant les composants IaaS ou PaaS qui devrait être fourni par le SCC doit être clairement indiquée dans la soumission.

Toutefois, si la solution est fournie dans le cadre d'un modèle SaaS, l'établissement des coûts fourni pour le service doit inclure tous les coûts d'hébergement puisque cela fera l'objet de négociations et sera fourni par le soumissionnaire.

Q. 105 : Dans le cas où il est impossible de résoudre les préoccupations du fournisseur avant la date de soumission des propositions, le SCC acceptera-t-il des propositions de prix qui ne comprennent pas les coûts d'hébergement infonuagique, en s'attendant à ce que les fournisseurs modifient les prix proposés une fois les questions du fournisseur résolues?

A. 105 : Voir la réponse à la question n° 104.

Q. 106 : La déclaration suivante a été reçue par l'autorité contractante. Nous interprétons cela comme une suggestion d'amélioration de l'offre conformément à la clause PARTIE 2, article 2.7 de la DP :

Déclaration:

- a) Séparer l'achat des services d'infrastructure et de plates-formes cloud de l'achat des services nécessaires pour configurer et déployer une solution ;
- b) Raccourcir la durée des ententes à un délai raisonnable (par exemple, cinq ans);
- c) Inclure des processus pour le retrait et la mise à jour et l'évolution continues des produits ;
- d) Limiter les exigences prescriptives en identifiant les résultats souhaités, plutôt que la manière dont une solution doit atteindre le résultat final ;
- e) Inclure des processus pour incorporer les termes et conditions d'un fournisseur dans le contrat résultant ;
- f) Autoriser la tarification basée sur la consommation.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 07	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

A. 106 : Les suggestions d'amélioration des soumissions ont été soigneusement examinées. Les réponses aux suggestions émises sont les suivantes :

a) Voir la réponse à la Q.68 fournie dans la modification 006.

b) Voir la réponse à la Q.93 fournie dans la modification 006.

c) L'approche de livraison proposée et les sections Innovation et évolution des produits de l'annexe B – Énoncé des besoins permettent aux soumissionnaires de décrire l'approche proposée pour la mise à jour et l'évolution continues des produits.

d) Comme pour toute organisation de justice pénale, le SCC a un certain nombre d'exigences législatives et de politiques publiques auxquelles la solution doit satisfaire. Les exigences fournies à l'appendice 4 de l'annexe A – Énoncé des travaux fournissent aux soumissionnaires « ce qui » doit être satisfait, mais ne sont pas prescriptives quant à « comment » ces exigences sont satisfaites. Le SCC est ouvert aux propositions des soumissionnaires qui comprennent des façons nouvelles et novatrices de répondre à ces exigences afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité du personnel et de meilleurs résultats correctionnels pour les délinquants et tous les Canadiens.

e) Voir la réponse à Q.98 fournie dans la modification 006.

f) Les tables de base de paiement permettent de fournir des licences de logiciels soit sous forme de licence perpétuelle, soit sur la base d'un abonnement. Étant donné que l'infrastructure nuage n'est pas achetée dans le cadre de cette sollicitation, la tarification basée sur la consommation n'est pas incluse.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.